



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

**Pôle Administratif des Installations Classées**

Annecy, le 27 février 2017

RÉF. : PAIC/LS

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**ARRETE n° PAIC 2017-0022**

**Installations classées pour la protection de l'environnement.**

**Cessation d'activité de l'établissement d'ANNECY de la société SUEZ RV**

VU le code de l'environnement, et notamment les titres I<sup>er</sup> et IV du livre V et les articles R.512-39.1 à R.512-39.3,

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral 85-1376 du 22 octobre 1985 autorisant la société VIGNIER, au titre de la réglementation des installations classées, à exploiter dans son établissement implanté 3, boulevard du Fier à Annecy, des activités de récupération de déchets métalliques ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 septembre 1996, modifié le 13 mars 2001 et le 13 novembre 2006, autorisant l'extension de l'emprise de l'établissement exploité par la société VIGNIER à Annecy ainsi que l'exercice du tri et transit de déchets industriels ;

VU les récépissés de changement d'exploitant du 19 novembre 2010 et du 11 août 2011, de l'établissement situé 3 boulevard du Fier à Annecy, initialement exploité par la société VIGNIER, aux bénéfices de la société SITA MOS puis de la société SITA Centre Est ;

VU le courrier du 22 décembre 2011, par lequel la société SITA Centre-Est a notifié au préfet la mise à l'arrêt définitif de l'ensemble des installations classées de son site d'Annecy à compter du 23 mars 2012, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

VU les courriers du 12 février 2014, adressés à la société SITA Centre Est, à Monsieur le Maire d'Annecy et à l'ensemble des propriétaires du site de l'ancien établissement situé 3 boulevard du Fier à Annecy, par lesquels le Préfet a fixé, en application des dispositions du V de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement, que l'usage du site qu'il conviendrait de retenir dans le cadre de sa remise en état était un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt ;

VU le courrier du 15 avril 2015 de la société SITA Centre Est informant le préfet que le terrain situé 3 boulevard du Fier à ANNECY avait été vendu à la société ANNECIUM, détenue par la société GINKGO Fund SCA SICAR spécialisée dans la reconversion de sites industriels pollués, que la société ANNECIUM était porteuse d'un projet immobilier d'habitations sur le site et que les sociétés GINKGO et SITA Centre Est avaient conclu un accord visant la dépollution du site à un niveau compatible avec ledit projet ;

VU l'étude de sol établie par la société EODD Ingénieurs Conseils, jointe au courrier du 15 avril 2015 précité, comprenant un plan de gestion daté du 9 avril 2015 ;

VU le courrier du 17 août 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement formulant les observations de l'inspection des installations classées et de l'Agence Régionale de Santé sur les éléments transmis par courrier du 15 avril 2015 par la société SITA Centre Est ;

VU le courrier du 24 mars 2016 par lequel la société SITA Centre Est a transmis au Préfet une mise à jour établie par la société EODD Ingénieurs Conseils, datée du 17 novembre 2015, de l'étude de sol relative à son ancien site du 3 boulevard du Fier à ANNECY, suite aux observations formulées dans le courrier du 17 août 2015 précité ;

VU le courrier du 25 octobre 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement formulant les observations de l'inspection des installations classées et de l'Agence Régionale de Santé sur les éléments transmis par courrier du 24 mars 2016 par la société SITA Centre Est ;

VU le changement de dénomination sociale de la société SITA Centre Est pour SUEZ RV Centre Est, intervenue le 28 juillet 2016 ;

VU la mise à jour de l'étude de sol du 17 novembre 2015 précitée, établie par la société EODD Ingénieurs Conseils, datée du 10 novembre 2016 et transmise par courrier électronique de la société SUEZ RV le 12 décembre 2016 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 janvier 2017 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 26 janvier 2017 ;

**CONSIDERANT** que, sous réserve du respect des dispositions prévues dans le plan de gestion intégré à l'étude de sol dans sa version datée du 10 novembre 2016 et des prescriptions du présent arrêté, le site de l'ancien établissement de la société SUEZ RV situé 3 boulevard du Fier à ANNECY sera remis dans un état tel qu'il ne pourra porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permettra la réalisation du projet immobilier destiné à l'habitation présenté dans cette même étude ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – Objet**

La société SUEZ RV Centre Est dont le siège social est établi à Universaone 18, rue Félix Mangini 69 009 LYON, ci-après désignée « l'exploitant », est tenue de se conformer au présent arrêté dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation de son établissement situé 3 boulevard du Fier à ANNECY, dont l'emprise est désignée ci-après par « Le site ».

### **ARTICLE 2 – Surveillance des milieux**

#### **Article 2.1 – Surveillance des eaux souterraines**

**2.1.1** – L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines potentiellement affectées par les pollutions présentes dans le sous-sol du site, dans les conditions définies aux articles 2.1.2 à 2.1.5 et 5.1.

**2.1.2 – L'exploitant contrôlera la qualité des eaux souterraines dans :**

- la source en contrebas du site localisée rue de la digue sur la commune de CRAN GEVRIER,
- un piézomètre d'une profondeur d'au moins 30 mètres, interceptant les eaux souterraines, situé dans la partie sud du site ou, si les travaux destinés à la dépollution du sous-sol et à sa réoccupation ne le permettaient pas, à proximité immédiate de cette zone. Si l'ouvrage était détruit, notamment lors de travaux, il devrait être immédiatement recréé.

**2.1.3 – Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.614 d'octobre 1999.**

**2.1.4 – Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eaux souterraines suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.**

**2.1.5 – Les paramètres et les concentrations des substances suivantes seront déterminés conformément aux méthodes de référence et aux normes en vigueur :**

- |                 |                               |                         |
|-----------------|-------------------------------|-------------------------|
| • pH,           | • Antimoine,                  | • Trichloroéthylène,    |
| • Conductivité, | • Mercure,                    | • Tétrachloroéthylène,  |
| • Chrome,       | • Hydrocarbures aliphatiques, | • 1,1 Dichloroéthylène, |
| • Nickel,       | • Hydrocarbures aromatiques,  | • 1,1 Dichloroéthane,   |
| • Cuivre,       | • Chlorure de vinyle,         | • 1,2 Dichloroéthane,   |
| • Zinc,         | • Dichlorométhane,            | • Benzène,              |
| • Arsenic,      | • Cis 1,2 Dichloroéthylène,   | • Toluène,              |
| • Sélénium,     | • Trans 1,2 Dichloroéthylène, | • Ethylbenzène,         |
| • Cadmium,      | • Trichlorométhane,           | • Xylènes,              |
| • Baryum,       | • 1,1,1 Trichloroéthane,      | • PCB.                  |
| • Plomb,        | • 1,1,2 Trichloroéthane,      |                         |
| • Molybdène,    | • Tétrachlorométhane,         |                         |

Le niveau piézométrique sera relevé dans chaque ouvrage lors de chaque campagne de prélèvements.

## **Article 2.2 – Surveillance des gaz du sol**

**2.2.1 – L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des gaz du sol. Dans ce cadre, deux types d'ouvrages seront mis en place :**

- 4 ouvrages de type sub-slab dans la dalle du sous-sol afin de surveiller la qualité de l'air sous les bâtiments,
- 3 ouvrages de type piézair au droit des espaces paysagers extérieurs afin de surveiller le dégazage des surfaces non-bâties. Un des ouvrages devra être représentatif du dégazage sur la parcelle EP5.

Les prélèvements seront réalisés dans les conditions définies aux articles 2.2.2 et 5.1.

**2.2.2 – Les concentrations des substances suivantes seront déterminées, conformément aux méthodes de référence et aux normes en vigueur :**

- |                             |                               |                               |
|-----------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| • Benzène,                  | • Trans 1,2 Dichloroéthylène, | • 1,1 Dichloroéthylène,       |
| • Toluène,                  | • Trichlorométhane,           | • 1,1 Dichloroéthane,         |
| • Ethylbenzène,             | • 1,1,1 Trichloroéthane,      | • 1,2 Dichloroéthane,         |
| • Xylènes,                  | • 1,1,2 Trichloroéthane,      | • Hydrocarbures aromatiques,  |
| • Chlorure de vinyle,       | • Tétrachlorométhane,         | • Hydrocarbures aliphatiques. |
| • Dichlorométhane,          | • Trichloroéthylène,          |                               |
| • Cis 1,2 Dichloroéthylène, | • Tétrachloroéthylène,        |                               |

### **Article 2.3 – Evolutions de la surveillance des milieux**

En fonction de l'évolution de la situation, des modifications pourront être apportées :

- à la liste et au positionnement des ouvrages prescrits à l'article 2.1.2 et dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines,
- à la liste et au positionnement des points de prélèvement prescrits à l'article 2.2.1, dans le cadre de la surveillance des gaz du sol,
- aux listes des substances à analyser, prescrites par articles 2.1.5 et 2.2.2,
- aux fréquences des analyses, prescrites à l'article 5.1,

sur la base d'une demande justifiée de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées ou à la demande de l'inspection. Précisons que dans le cadre de l'application de cet article, les exigences initialement prescrites pourront être soit abaissées soit renforcées.

## **ARTICLE 3 – Travaux de dépollution**

### **Article 3.1 – Traitement du sol**

Dans la suite de l'arrêté, « le chantier » désigne la phase des travaux commençant par le retrait des revêtements de surface du site (enrobés, béton, structures...) et s'achevant lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- les objectifs de dépollution définis dans les articles 3.1.1 et 3.1.2 du présent arrêté sont atteints,
- le traitement de la zone source de pollution dénommée Z1, représentée sur le plan en annexe I, est achevé,
- la zone Z1 est aménagée de façon à s'opposer à l'infiltration des eaux de pluie dans les conditions fixées par l'article 3.1.4.

**3.1.1** – Dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif des installations du site, l'exploitant devra mettre en œuvre les dispositions de traitement du sous-sol définies dans le plan de gestion intégré à l'étude de sol du 10 novembre 2015 précitée, pour autant qu'elles ne sont pas contraires à celles du présent arrêté qui s'appliqueront prioritairement. En particulier les excavations seront réalisées conformément au plan de gestion précité prévoyant :

- le retrait des déchets résiduels et des dalles souillées encore présents sur le site,
- l'excavation des terres polluées à une profondeur de 3 mètres sur l'ensemble du site,
- l'excavation des terres polluées jusqu'à 6 mètres dans la zone située à l'angle sud du site où les teneurs en hydrocarbures sont à la fois les plus fortes et les plus profondes,
- l'extraction ciblée des points chauds situés dans la zone Z1 précitée, jusqu'à une profondeur d'au moins 10 mètres. Ce traitement sera réalisé par une technique de forage ou tout autre moyen d'efficacité au moins équivalente, permettant d'extraire des terres polluées au plus près de la limite foncière,

afin que les concentrations résiduelles soient inférieures ou égales aux concentrations maximales admissibles (CMA) établies par le même document et rappelées en annexe II.

**3.1.2** – A l'issue des excavations retenues dans le cadre du plan de gestion précité, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions suivantes pour réceptionner les travaux de dépollution :

- le respect des CMA relatives aux gaz du sol sera vérifié par l'implantation de 30 piézajirs en fond de fouille, dont la densité moyenne correspondra à des mailles 300 m<sup>2</sup>. L'emprise de ces mailles pourra être modulée en fonction des indices de terrains visuels et organoleptiques,
- le respect des CMA relatives au sol sera vérifié par la réalisation de 30 prélèvements de sol en fond de fouille, correspondant à des mailles de 300 m<sup>2</sup> en moyenne, et de 10 prélèvements en bord de fouille. L'emprise de ces mailles pourra être modulée en fonction des indices de terrains visuels et organoleptiques.

Si les mesures de réception des travaux mettaient en évidence des teneurs résiduelles supérieures à une ou plusieurs CMA :

- dans les gaz du sol, l'exploitant réaliserait, pour chaque dépassement, une évaluation quantifiée des risques sanitaires correspondant à la distribution de polluants mesurée puis, si ces risques étaient inacceptables, poursuivrait les excavations jusqu'à l'obtention d'une distribution acceptable,
- dans les sols, l'exploitant réaliserait, pour chaque dépassement, une étude destinée à déterminer s'il convient ou non de poursuivre les excavations. Cette étude consisterait dans la réalisation d'un bilan coûts contre avantages, prenant en compte les contraintes techniques, le volume et la concentration des terres polluées, la mobilité et l'origine supposée des polluants ainsi que le fond local.

Ces éléments seront transmis à l'inspection des installations classées qui pourra, le cas échéant, demander la poursuite du traitement des sols.

**3.1.3 –** Les terres excavées destinées à être évacuées et traitées en tant que déchets seront stockées sur le site dans des conditions garantissant :

- la récupération de tout écoulement qui en serait issu,
- l'absence de contact avec les eaux météoriques.

En particulier ces terres seront :

- déposées sur une surface étanche, résistante à leurs actions chimique et mécanique,
- recouvertes en fin de journée de travail et en période de précipitation d'une protection superficielle imperméable et amovible.

Les écoulements issus des terres polluées, du fait de leur état initial ou d'un défaut de protection, seront collectés sur le site et traités en tant que déchets liquides.

**3.1.4 –** Des dispositions seront prises afin de limiter au maximum la percolation des eaux météoriques dans les fouilles. Elles feront l'objet d'un document spécifique décrivant les modalités de travail et les aménagements retenus. Ce document sera porté à la connaissance des personnes travaillant sur le chantier.

En particulier, dans l'emprise de la zone Z1 les secteurs en cours d'excavation seront couverts lorsqu'ils ne font pas l'objet de travaux et notamment à la fin de chaque journée. A la fin de la phase d'excavation, la zone Z1 sera aménagée de façon à s'opposer à l'infiltration des eaux de pluie. Ces aménagements comprendront notamment, en fond de fouille, un revêtement étanche et un système de pompage des eaux.

Les dispositifs de couverture prescrits dans le cadre du présent article devront garantir l'absence de contact entre les pollutions du sol et les eaux de pluie qui seront rejetées exclusivement dans le réseau communal dédié. Tout rejet en puits perdu est interdit.

**3.1.5 –** Les terres évacuées, les écoulements récupérés dans les conditions prescrites par l'article 3.1.3, ainsi que toutes les substances ou matières souillées par la pollution du site, telles que les eaux de nettoyage des outils ou de rinçage des citernes, seront traitées en tant que déchets dans des filières autorisées et adaptées à leur nature. En particulier, les terres évacuées devront être systématiquement traitées dans une installation soumise à la réglementation des installations classées.

Dans le cadre des opérations réglementées par le présent arrêté et sans préjudice des autres dispositions applicables en matière de gestion des déchets, l'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées :

- l'ensemble des documents attestant du traitement de tous les déchets dans des filières autorisées et adaptées à leur nature,
- un registre des déchets conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Ces documents porteront sur les déchets produits pendant la durée du chantier.

**3.1.6** – L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un échéancier des travaux portant sur la durée du chantier au plus tard un mois avant son commencement. Cet échéancier sera accompagné de la liste des entreprises retenues pour effectuer les opérations visées à l'article 3.1.1. Chaque modification de cet échéancier sera portée à la connaissance de l'inspection des installations classées dès qu'elle aura été arrêtée.

Le chantier devra débuter avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**3.1.7** – Au plus tard deux mois après la fin du chantier, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un dossier de fin de travaux :

- décrivant l'ensemble de travaux réalisés,
- présentant les teneurs résiduelles laissées en place dans les sols et les gaz du sol ainsi que, le cas échéant, la justification de l'acceptabilité des pollutions résiduelles des zones dans lesquelles les CMA fixées par le présent arrêté n'auraient pas été respectées,
- présentant les résultats de la surveillance des milieux effectuée, en comparant les évolutions éventuelles avant et pendant le chantier, en application des dispositions de l'article 2,
- contenant, sous format papier ou numérique, le registre des déchets ainsi que l'ensemble des documents attestant du traitement de tous les déchets dans des filières autorisées et adaptées à leur nature, prescrits par l'article 3.1.5,
- contenant les conclusions de la surveillance du bureau d'études prescrite par l'article 3.2.

#### **Article 3.2 – Surveillance du chantier**

L'exploitant mandatera un bureau d'études certifié pour qu'il dépêche une ou plusieurs personnes, pendant toute la durée du chantier, afin de surveiller la bonne application des dispositions prescrites par l'article 3.1. Le bureau d'études mandaté :

- informera sans délai l'inspection des installations classées des écarts que ses agents constateraient dans l'application des dispositions de l'article 3.1,
- établira et remettra à l'exploitant, une semaine après la fin du chantier, un rapport de surveillance des travaux consignant ses principaux constats sur les modalités de mise en œuvre de ces mêmes dispositions. La gestion des eaux de pluies et des terres excavées seront abordés spécifiquement.

#### **ARTICLE 4 – Restrictions d'usage**

L'exploitant déposera un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique, tel que prévu par l'article L.515-12 du code de l'environnement, visant à garantir l'adéquation entre, d'une part, l'état résiduel du site et des milieux potentiellement impactés par sa pollution et, d'autre part, les occupations des sols et les usages des milieux dans l'emprise impactée par cette pollution.

Une autre forme de restriction d'usage adaptée à la situation du site après le traitement des pollutions pourra être mise en œuvre après accord de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 5 – Transmission des résultats des études et de la surveillance des milieux**

##### **Article 5.1 – Fréquence et durée de la surveillance des milieux après travaux de dépollution**

La surveillance des gaz du sol, prescrite par l'article 2.2, commencera dès que l'avancement du projet immobilier permettra la réimplantation des ouvrages et se poursuivra pendant une période de quatre ans. La fréquence des campagnes d'analyses sera trimestrielle pendant les deux premières années puis semestrielles pendant les deux années suivantes.

La surveillance des eaux souterraines prescrite par l'article 2.1 commencera dès la notification du présent arrêté et se poursuivra jusqu'à l'arrêt de la surveillance des gaz du sol. Sa fréquence sera trimestrielle sauf :

- pendant le chantier durant lequel elle sera réalisée avec une fréquence mensuelle,

- pendant les deux dernières années de surveillance durant lesquelles elle sera réalisée avec une fréquence semestrielle.

#### **Article 5.2 – Transmission des résultats de la surveillance des milieux**

Dès qu'ils seront en sa possession, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des analyses de surveillance des milieux prescrites par les articles 2.1 et 2.2, accompagnés de ses commentaires.

Les résultats précités seront présentés sur des supports (cartes, schémas...) permettant de visualiser les paramètres mesurés et leurs évolutions (hauteurs piézométriques, sens d'écoulement des eaux souterraines, concentration de chaque substance ...).

L'inspection des installations classées pourra, à tout moment, notamment sur la base de résultats d'analyses mettant en évidence des concentrations anormales au regard des résultats déjà obtenus ou de valeurs guides, demander par simple lettre la réalisation d'une campagne d'analyses supplémentaires portant sur tout ou partie des substances listées précédemment, sur d'autres substances qui lui paraîtraient pertinentes ou, le cas échéant, dans des ouvrages de prélèvement supplémentaires.

A la fin de la période de surveillance des milieux définie à l'article 5.1, l'exploitant transmettra au préfet avec copie à l'inspection des installations classées, en même temps que les résultats de la dernière campagne d'analyses, une synthèse des résultats de l'ensemble des analyses, accompagnée de ses commentaires et de ses propositions argumentées sur les éventuelles actions complémentaires à conduire.

#### **Article 5.3 – Transmission de la demande de restrictions d'usage**

Le dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique prescrit par l'article 4 sera transmis au préfet avec copie à l'inspection des installations classées sous un délai de 12 mois après la fin du chantier.

### **ARTICLE 6 – Modifications du plan de gestion**

Dans le cadre de l'application des dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, si le projet immobilier ne correspondait pas aux éléments de la lettre du 15 avril 2015 de la société SITA Centre Est, définissant l'occupation future du site par un projet immobilier collectif n'intégrant en particulier aucun jardin potager ni aucun, jardin privatif, il appartiendrait à l'exploitant d'en informer le préfet en lui joignant l'ensemble des éléments justifiant, notamment du point de vue sanitaire, l'acceptabilité des modifications projetées.

Dans le cas où l'exploitant souhaiterait limiter la remise en état du site au niveau constituant son obligation réglementaire, en application des dispositions de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement et des courriers du préfet en date du 12 février 2014, précités, il devrait se conformer aux dispositions de l'article R.512-39-3 de ce même code et en particulier déposer un nouveau plan de gestion des pollutions.

### **ARTICLE 7 – Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 8 – Recours**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter du jour où la présente décision lui aura été notifiée,
- par les tiers dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

## **ARTICLE 9 – Exécution et ampliations**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée au maire d'ANNECY.

**POUR AMPLIATION**

La chef de pôle

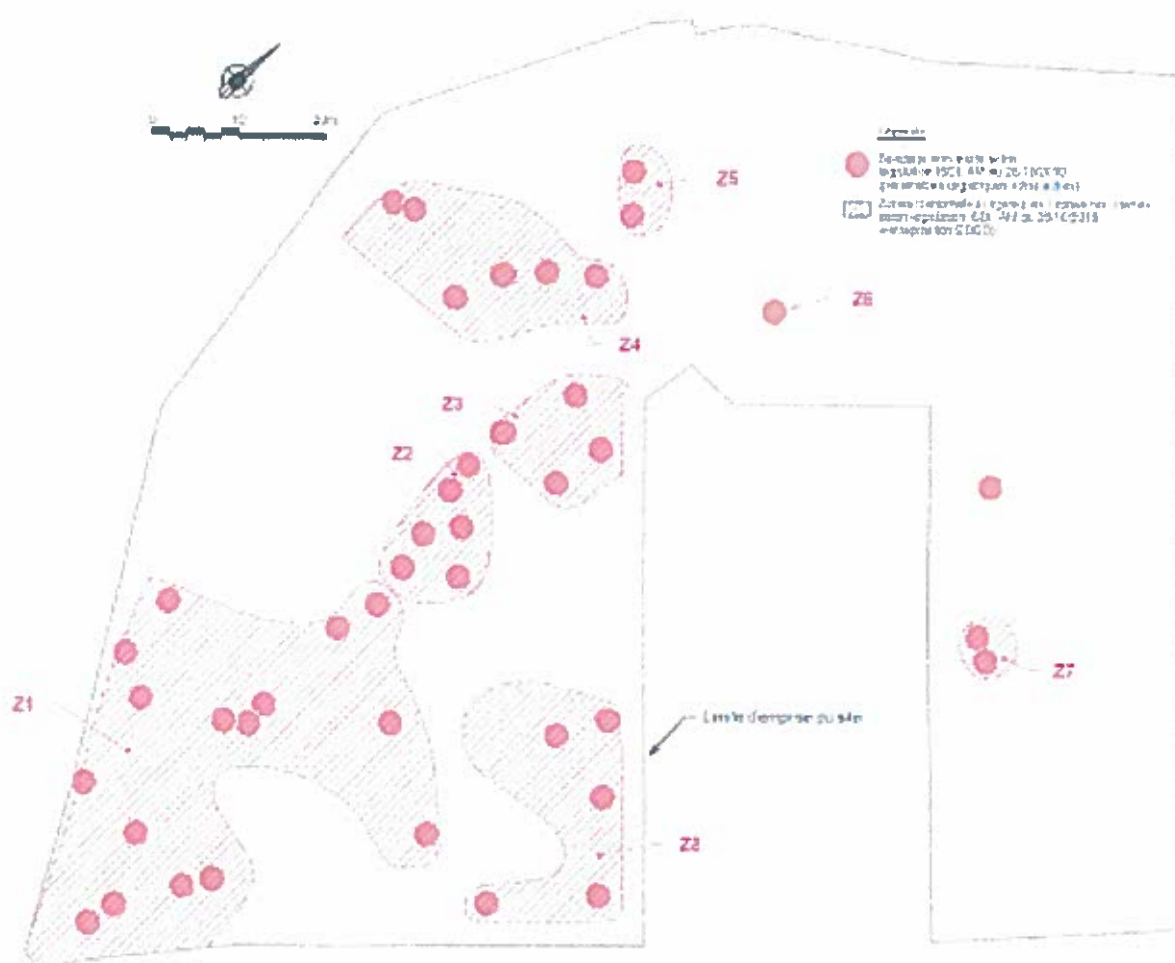
Michèle ASSOLUS



Pour le préfet,  
Le secrétaire général,  
*signé*  
Guillaume DOUHERET



**Annexe I à l'arrêté préfectoral n° PAIC 2017-0022 du 27 février 2017**  
**Plan des zones du site identifiées comme présentant des sources de pollutions**





**Annexe II à l'arrêté préfectoral n° PAIC 2017-0022 du 27 février 2017**  
**– liste des concentrations maximales admissibles (CMA)**

**CMA dans l'air du sol exprimées en mg/m<sup>3</sup>**

<b>HCT aliphatiques C8-C10</b>	<b>HCT aliphatiques C10-C12</b>	<b>HCT aliphatiques C12-C16</b>	<b>HCT aromatiques C8-C10</b>	<b>HCT aromatiques C10-C12</b>	<b>Benzène</b>	<b>Ethylbenzène</b>	<b>Chlorure de Vinyle</b>
4273	918	219	315	128,5	6,84	14,02	3,25

**CMA dans les sols exprimées en mg/kg**

<b>Sb</b>	<b>As</b>	<b>Ba</b>	<b>Cd</b>	<b>Cr</b>	<b>Cu</b>	<b>Hg</b>	<b>Pb</b>	<b>Ni</b>	<b>Zn</b>	<b>PCB</b>
10	54	399	1	90	29	0,09	50	60	167	1

